

# Algérie-France, tourner la page des illusions

**La seule fois où les Algériens ont fait montre de réalisme, c'était lors de la visite de Nicolas Sarkozy à Alger. Il faut dire que l'ex-président français n'avait rien fait pour se rendre sympathique aux yeux des Algériens.**

Par Hassane Zerrouky

Stigmatisation des enfants d'immigrés d'origine surtout algérienne, entreprise de réhabilitation des anciens de l'OAS, avec à l'arrière-plan le refus de condamner le colonialisme comme un crime contre l'humanité...

Et ce, sans compter cette sourde menace lancée de Benghazi, juste après la mort de Kadhafi, affirmant «dans un an l'Iran, dans deux ans l'Algérie !» Son ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, s'était même permis d'avertir le régime algérien d'entreprendre des réformes et, suprême humiliation, de lui demander de commémorer le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'Indépendance algérienne dans la discrétion ! Sur la défensive, le pouvoir politique s'était muré dans le silence.

Quelque part, l'élection du socialiste François Hollande à la tête de l'Etat français, souhaité au demeurant par les Algériens, est tombée à point nommé. Sa visite en Algérie a ainsi lieu dans une configuration géopolitique qui n'est plus celle de 2011, année de la chute des dictatures tunisienne, égyptienne et libyenne. L'Algérie, en raison d'un passé récent, violent et douloureux – Octobre 1988, puis les années sanglantes du terrorisme (des dizaines de milliers de morts, des milliers de disparus) – qui a laissé des traces profondes dans la société, a ainsi

échappé au «printemps arabe» ! Disposant de réserves de change de plus de 200 milliards de dollars – les plus fortes du monde arabe après celles de l'Arabie saoudite – ayant déboursé plus de 20 milliards de dollars pour acheter la paix sociale, le pouvoir politique joue sur du velours. L'Algérie donne l'image d'un pays ayant échappé à la déferlante islamiste qu'ont connue la Tunisie, l'Egypte et le Maroc. Qui plus est, la prudence du pouvoir politique à l'endroit des situations libyenne et syrienne, voire tunisienne, dictée plus par un instinct de préservation du système politique que par une vision prospective de la situation régionale, a joué en sa faveur.

Il en est ainsi quand elle pointait le risque que certaines armes puisées dans les stocks de l'armée libyenne tombent aux mains de terroristes islamistes. Aussi, en œuvrant pour une solution politique (et non militaire) au Mali, non pour sauver les islamistes touareg, mais parce qu'aucun pays au monde, fût-il dirigé par une dictature, ne veut d'un conflit à ses frontières, la diplomatie algérienne a donc vu juste. Sa proposition visant à découpler la question targuie de celle de l'Aqmi a reçu le soutien de Washington et même de certains pays de la Cédéao (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest). Et ce, alors que la France, pourtant aguerrie dans ce genre d'affaires, a fait montre d'une précipita-



Photo : Samir Sid

tion étonnante quand elle a proposé une intervention militaire au Mali avant la fin 2012.

De fait, face à un pouvoir algérien que l'évolution de la situation dans le monde arabe a plutôt servi, en ce sens qu'en Egypte et en Tunisie la crise s'inscrit dans la durée, que la Syrie est au bord de la déflagration, François Hollande aura fort à faire. D'autant que l'Algérie n'est pas en situation de demandeur. C'est plutôt la France, déclassifiée par les agences de notation, sous la menace

d'un risque de récession, qui est dans une position délicate. Elle se trouve dans cette situation où elle a besoin du marché algérien, lequel est le premier marché africain de la France et son troisième débouché hors OCDE.

Aussi le battage médiatique autour de la venue du chef de l'Etat français, voire cet activisme d'une autre époque de la part du lobby pro-français en Algérie, relève d'un schéma de pensée dérisoire, qui n'a pas sa raison d'être, en ces temps de mondialisation capitaliste où seul le

réalisme économique et financier prime.

De ce fait, Hollande, accompagné d'une forte délégation de patrons français, vient en Algérie pour sauver les parts de marché des entreprises françaises rognées par la concurrence chinoise, turque, italienne et espagnole. Et non pour vanter le modèle social français que le gouvernement socialiste, sous la pression des marchés financiers, est en train de remettre en cause.

H. Z.

**FRANÇOIS HOLLANDE :**

## «Pour un partenariat stratégique d'égal à égal avec l'Algérie»

**François Hollande plaide pour «un partenariat stratégique, d'égal à égal et qui nous permettra d'entrer dans un nouvel âge» dans les relations algéro-françaises. C'était au cours d'une conférence de presse animée, hier à l'hôtel Sheraton à Alger, au premier jour de sa visite d'Etat de deux jours, la troisième du genre pour un président français depuis l'indépendance.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - «Mon voyage a été attendu, espéré ou même redouté, parce que c'est le premier que je fais en Algérie (en tant que président, Ndlr) et dans la région. Mais ce voyage était nécessaire. Parce que nous sommes en 2012, cinquante ans après l'indépendance de l'Algérie. C'est le temps d'un nouvel âge pour la France et l'Algérie.» Succédant à Sarkozy en mai 2012, François Hollande est arrivé à Alger à la tête d'une délégation pléthorique, deux cents personnes, soit la plus importante de tous ses voyages à l'étranger depuis son élection. Lui-même tenait à souligner ce fait. Aussi, «cet accord (qui sera signé à l'occasion de sa visite, Ndlr) comporte un programme de travail sur cinq ans» et concernera tous les domaines «y compris le domaine de la défense». Cette précision en particulier n'est pas innocente. Et, comme il l'enchaînera lui-même, «il y a une vérité à dire sur le passé, mais il y a aussi une vision sur l'avenir. Non seulement pour qu'une page soit tournée, mais

pour en écrire tant d'autres encore». Contrairement à ses prédécesseurs, le nouveau locataire du palais de l'Elysée se dit préféré «nommer les actes et non pas les mots». Il parlait du fameux «traité d'amitié préparé en 2003 mais qui, finalement, ne sera jamais signé encore moins paraphé» entre l'Algérie et la France. Or, cette fois, «il y aura des annonces fortes». Et il cite, à titre illustratif, le projet du constructeur automobile Renault. «Renault fabriquera des véhicules en Algérie non seulement pour le marché algérien mais pour toute l'Afrique.» S'agissant des brûlants sujets liés à l'histoire, Hollande s'est montré on ne peut plus clair. Reconnaissance des crimes coloniaux ? Repentance ? Des excuses ? etc. ce n'est pas ce qui m'a été demandé, ni ce que je suis venu faire». Il s'explique : «Certes, des voix s'élèvent en Algérie, mais aussi en France mais pas forcément pour demander les mêmes choses. Mais ce qui compte, c'est ce que nous disent les autorités algériennes. Et elles nous disent :



Photo : Samir Sid

c'est à vous, les Français, de trouver les mots qu'il faut. Ces mots, ce sont la vérité sur le passé, le colonialisme, les drames.»

**Je salue la résistance du peuple algérien face au terrorisme**

François Hollande a développé à Alger un discours nettement différent de celui de son prédécesseur immédiat et même et surtout de celui de François Mitterrand. Pressé par des questions de journalistes français sur «l'Algérie et le printemps arabe», il aura cette réponse à un moment donné : «Vous avez vu ce que ce pays a traversé comme épreuve avec le

terrorisme qui s'était installé ? Les événements ne se sont pas passés de la même manière (en Algérie et dans les autres pays arabes). Mais je salue le peuple algérien pour son courage, qui a su résister et rester uni durant toute cette période.» Dans la foulée, il dépasse grandement l'affaire des moines de Tibhirine. «Oui, j'en ai parlé à Bouteflika. Il m'a affirmé qu'il mettra tout en œuvre pour faire la lumière (...) Comment ? C'est à la justice algérienne, en coopération avec la justice française, de faire la lumière sur cette affaire.» L'on est loin des procès en règle contre l'armée algérienne que l'on nous ressassait

de l'autre côté de la Méditerranée. Sur cette affaire mais pas seulement. D'ailleurs, sur une autre question, au sujet des «droits de l'Homme» celle-là, François Hollande n'a pas manqué, par exemple, de rendre un vibrant hommage à la presse algérienne. «Il y a une presse libre en Algérie comme peu de pays en connaissent et qui a résisté durant les moments difficiles.» Sur un tout autre plan, le président français affirme qu'il n'y a pas de profondes divergences entre Alger et Paris au sujet de la crise au nord du Mali. «L'Algérie est pour un dialogue politique et la lutte contre le terrorisme. Et la lutte contre le terrorisme, c'est d'empêcher les terroristes d'Aqmi de s'installer au nord du Mali (...) Bouteflika et moi, nous pensons que le dialogue politique est nécessaire entre le gouvernement du Mali, l'armée et les groupes qui ne sont pas impliqués dans le terrorisme. La France est favorable à la résolution de l'ONU (qui sera adoptée dans quelques jours, Ndlr). C'est aux Africains d'intervenir (militairement) au nord du Mali.» Auquel cas, la France se dit prête à les soutenir «politiquement et sur un plan logistique», insistera Hollande, tout comme il insistera sur la poursuite de «la négociation politique indispensable», dans la résolution de cette affaire.

K. A.